



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CORRÈZE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°19-2016-031

PUBLIÉ LE 17 AOÛT 2016

Sommaire

Direction départementale des finances publiques de la Corrèze

19-2016-08-01-005 - TRESORERIE D'ARGENTAT - DELEGATION SPECIALE -
VALERIE MANAUX (2 pages) Page 3

19-2016-07-27-001 - TRESORERIE ST PRIVAT - DELEGATION SPECIALE -
NICOLE CHASTAGNAC (2 pages) Page 6

19-2016-07-28-001 - TRESORERIE ST PRIVAT - DELEGATION SPECIALE -
SANDRINE BUGEAUD (2 pages) Page 9

Direction départementale des territoires / Service de l'Environnement

19-2016-06-10-004 - Arrêté approuvant le cahier des clauses et conditions particulières
pour l'exploitation du droit de pêche de l'État dans le département de la Corrèze (40 pages) Page 12

Direction départementale des finances publiques de la
Corrèze

19-2016-08-01-005

TRESORERIE D'ARGENTAT - DELEGATION
SPECIALE - VALERIE MANAUX

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA CORREZE
Trésorerie mixte
d'ARGENTAT**

DELEGATION SPECIALE DE SIGNATURE

Vu l'article L 622-24 du code de commerce relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ;
Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la Direction Générale des Finances Publiques ;
Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction Générale des Finances Publiques ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Je soussigné William FERRER, inspecteur principal, responsable de la Trésorerie d'Argentat , déclare :
constituer pour mandataire spécial Madame MANAUX Valérie, Agent Administratif Principal, à effet de signer et effectuer en mon nom :

- (d)opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception,
- (de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée.
- (d'exercer toutes poursuites.
- (d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements.
- (de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration.
- (d'opérer à la direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon.
- (de le représenter auprès des agents de l'administration de La Poste pour toute opération,
- (de signer les chèques sur le Trésor d'un montant de 2 000 € (deux mille euros) et de le représenter auprès de la Banque de France.
- (de signer les déclarations de créances et d'ester en justice en cas de procédures collectives et autres actes nécessaires au bon déroulement des dites procédures.

d'accorder des délais de paiement inférieurs ou égaux à 6 mois et pour des sommes dues inférieures ou égales à 2 000 €

Nombre de cases cochées

La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratif de la Préfecture de la Corrèze.

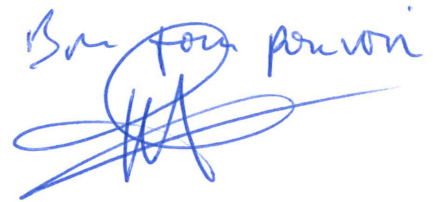
Fait à Argentat le 01/08/2016

Signature du délégataire



MANAUX Valérie, AAP

Signature du déléguant



Le responsable
FERRER William
Inspecteur Principal

(1) *Bon pour pouvoir (manuscrit)*

(1) faire précéder la signature de la mention « Bon pour pouvoir »

Direction départementale des finances publiques de la
Corrèze

19-2016-07-27-001

TRESORERIE ST PRIVAT - DELEGATION SPECIALE
- NICOLE CHASTAGNAC

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA CORREZE
Trésorerie mixte
de SAINT PRIVAT**

DELEGATION SPECIALE DE SIGNATURE

Vu l'article L 622-24 du code de commerce relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ;
Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la Direction Générale des Finances Publiques ;
Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction Générale des Finances Publiques ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Je soussigné William FERRER, inspecteur principal, responsable de la Trésorerie de Saint Privat , déclare :
constituer pour mandataire spécial Madame CHASTAGNAC Nicole, Agent Administratif Principal, à effet de signer et effectuer en mon nom :

- (d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception,
- (de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée.
- (d'exercer toutes poursuites.
- (d'acquitter tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements.
- (de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration.
- (d'opérer à la direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon.
- (de le représenter auprès des agents de l'administration de La Poste pour toute opération,
- (de signer les chèques sur le Trésor d'un montant inférieur à 2 000 € (deux mille euros) et de le représenter auprès de la Banque de France.
- (de signer les déclarations de créances et d'ester en justice en cas de procédures collectives et autres actes nécessaires au bon déroulement des dites procédures.

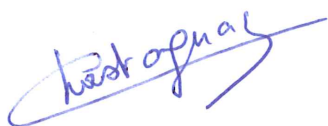
(d'accorder des délais (avec un maximum de 6 mois) de paiement d'un montant de 2 000 € (deux mille euros).

Nombre de cases cochées

La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratif de la Préfecture de la Corrèze.

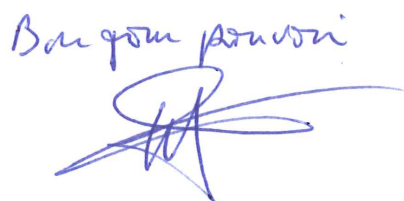
Fait à Saint Privat, le 27/07/2016

Signature du délégataire



CHASTAGNAC Nicole (AAP)

Signature du déléguant



Le responsable
FERRER William (IP)

(1) *Bon pour pouvoir (manuscrit)*

(1) faire précéder la signature de la mention « Bon pour pouvoir »

Direction départementale des finances publiques de la
Corrèze

19-2016-07-28-001

**TRESORERIE ST PRIVAT - DELEGATION SPECIALE
- SANDRINE BUGEAUD**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA CORREZE
Trésorerie mixte
de SAINT PRIVAT**

DELEGATION SPECIALE DE SIGNATURE

Vu l'article L 622-24 du code de commerce relatif au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ;
Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la Direction Générale des Finances Publiques ;
Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction Générale des Finances Publiques ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Je soussigné William FERRER, inspecteur principal, responsable de la Trésorerie de Saint Privat , déclare :
constituer pour mandataire spécial Madame BUGEAUD Sandrine, Agent Administratif Principal, à effet de signer et effectuer en mon nom :

- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception,
- de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée.
- d'exercer toutes poursuites.
- d'acquiescer tous mandats et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements.
- de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration.
- d'opérer à la direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon.
- de le représenter auprès des agents de l'administration de La Poste pour toute opération,
- de signer les chèques sur le Trésor d'un montant inférieur à 2 000 € (deux mille euros) et de le représenter auprès de la Banque de France.
- de signer les déclarations de créances et d'ester en justice en cas de procédures collectives et autres actes nécessaires au bon déroulement des dites procédures.

(d'accorder des délais (avec un maximum de 6 mois) de paiement d'un montant de 2 000 € (deux mille euros).

Nombre de cases cochées

La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratif de la Préfecture de la Corrèze.

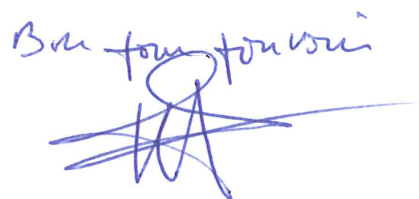
Fait à Saint Privat, le 28/07/2016

Signature du délégataire

Handwritten signature in blue ink, appearing to be 'S Bugeaud' with 'SC' written below it.

BUGEAUD Sandrine (AAP)

Signature du déléguant

Handwritten signature in blue ink, appearing to be 'W Ferrer' with 'Bon pour pouvoir' written above it.

Le responsable
FERRER William (IP)

(1) *Bon pour pouvoir (manuscrit)*

(1) faire précéder la signature de la mention « Bon pour pouvoir »

Direction départementale des territoires / Service de
l'Environnement

19-2016-06-10-004

Arrêté approuvant le cahier des clauses et conditions
particulières pour l'exploitation du droit de pêche de l'État
dans le département de la Corrèze



PRÉFET DE LA CORRÈZE

Direction départementale
des territoires

**ARRÊTÉ APPROUVANT LE CAHIER DES CLAUSES ET
CONDITIONS PARTICULIÈRES POUR L'EXPLOITATION
DU DROIT DE PÊCHE DE L'ÉTAT DANS LE
DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE**

Le préfet de la Corrèze,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 435.1 à L. 435-3, L. 436-4, R. 435-2 à R. 435-33, R. 436-24, R. 436-25 et R. 436-69,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par décret n° 2010-146 le 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'arrêté du 11 décembre 2015 portant approbation du modèle du cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L. 435-1 du code de l'environnement pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021,

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2015 donnant délégation de signature à Monsieur François GEAY, directeur départemental des territoires de la Corrèze,

Vu l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2016 portant subdélégation de signature à Monsieur Stéphane LAC, chef du service environnement, police de l'eau et risques à la direction départementale des Territoires de la Corrèze,

Vu l'avis de la commission technique départementale de la pêche fluviale dans sa séance du 28 avril 2016,

Vu la consultation du public sur le site internet de l'Etat du 10 mai au 30 mai 2016,

Arrête

Art. 1 : - Le cahier des clauses et conditions particulières relatif à l'exploitation du droit de pêche de l'État dans le département de la Corrèze est approuvé pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021, ainsi que pour les périodes complémentaires qui peuvent, le cas échéant, être fixées en application de l'article R. 435-9 du code de l'environnement.

Art. 2 : - Ce cahier des clauses et conditions particulières, annexé au présent arrêté, sera ajouté au cahier des charges arrêté par le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et le ministre des finances et des comptes publics, le 11 décembre 2015, afin de constituer le document unique réglementant l'exploitation du droit de pêche de l'État dans le département de la Corrèze pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021.

Art. 3 : - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Brive-la-Gaillarde et d'Ussel, le directeur départemental des territoires de la Corrèze, la directrice des finances publiques et de France Domaine, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le président de la fédération de la Corrèze pour la pêche et la protection du milieu aquatique et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Tulle, le 10 juin 2016

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires,
Le chef du service environnement,
police de l'eau et risques,



Stéphane LAC



PRÉFET DE LA CORRÈZE

**CAHIER DES CHARGES POUR L'EXPLOITATION DU
DROIT DE PÊCHE DE L'ÉTAT DANS LES EAUX DU
DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE MENTIONNÉES À
L'ARTICLE L. 435-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2017
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Chapitre I^{er}
Dispositions générales

Article 1^{er}

Objet du cahier des charges

Le présent cahier des charges détermine les clauses et les conditions générales de la location du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L. 435-1 du code de l'environnement. Ces eaux sont divisées en lots. Dans chaque lot, le droit de pêche exercé par les pêcheurs de loisir aux lignes, par les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public et par les pêcheurs professionnels en eau douce fait l'objet d'exploitations distinctes.

Cette location a lieu conformément :

- à l'article 2298 du code civil ;
- à l'article A.12 du code du domaine de l'État ;
- aux articles L. 435-1 à L. 435-3, L. 436-4, L. 436-10, R. 212-22, R. 435-2 à R. 435-33, R. 436-24, R. 436-25 et R. 436-69 du code de l'environnement ;
- aux articles L. 2122-1, L. 2125-1, L. 2131-2, L. 2132-5 à L. 2132-11, L. 2321-1, L. 2323-4 à L. 2323-6, L. 2331-1 et L. 3113-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- au code des transports, notamment ses articles L. 4311-1, R. 4313-14, R. 4313-17, D. 4314-1, D. 4314-3 et R. 4316-13 relatifs à Voies navigables de France.

Le document de référence pour la définition des termes techniques mentionnés par le présent cahier des charges et notamment la définition des engins et des filets, est le Guide des engins de pêche fluviale et lacustre en France métropolitaine, publié en 2003 par le Conseil supérieur de la pêche.

Article 2

Durée des locations et des licences ;

Transfert de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale

Les locations sont consenties pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2017. Les baux conclus après cette date prendront fin le 31 décembre 2021. Les licences de pêche professionnelle sont attribuées pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2017. Les licences de pêche professionnelle délivrées après cette date prendront fin le 31 décembre 2021. Les licences de pêche amateurs sont annuelles.

Conformément à l'article L. 3113-1 du code de la propriété des personnes publiques, en cas de transfert de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales, la collectivité ou le groupement bénéficiaire du transfert succédera à l'État dans l'ensemble des droits et obligations énumérés au présent cahier des charges.

Article 3

Clauses et conditions particulières

Conformément à l'article R. 435-16 du code de l'environnement, la liste des lots, leurs limites, leurs longueurs ainsi que les réserves instaurées à sa date d'établissement sont indiquées dans le chapitre des clauses et conditions particulières d'exploitation du présent cahier des charges, fixées par le préfet après avis de la commission technique départementale de la pêche, conformément à l'article R. 435-14 du code de l'environnement, et, en ce qui concerne la pêche professionnelle, de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce, conformément à l'article R. 435-15 du code de l'environnement.

Ce chapitre détermine en outre :

- 1° Les lots où l'exercice de la pêche est jugé nécessaire à une gestion rationnelle des ressources piscicoles ;
- 2° Pour les lots mentionnés au 1° ci-dessus, le mode d'exploitation retenu, par voie de location ou de licences et le nombre maximum de licences de chaque catégorie et de chaque type ;
- 3° Les restrictions éventuelles apportées à la nature, au nombre et aux dimensions des engins et des filets ;
- 4° La localisation des secteurs où l'emploi des engins et des filets est interdit ;
- 5° Pour les lots mentionnés à l'article R. 435-6 du code de l'environnement, le nombre maximum de licences autorisant la pêche pouvant être attribuées ;
- 6° Pour l'ensemble des lots, le prix de base des loyers de la pêche aux lignes et, s'il y a lieu, de la pêche aux engins et aux filets, ainsi que du prix des licences, amateurs et professionnelles.

Ce chapitre indique le nombre maximum de compagnons prévus aux articles 26 et 34 du présent cahier des charges.

Ce chapitre précise les lots où la pêche de nuit de la carpe peut être autorisée et dans quelles conditions.

Chapitre II

Droits et obligations des locataires et des titulaires de licences de pêche aux engins et aux filets

Section 1

Dispositions générales

Article 4

Réduction de prix, indemnisation

Le rendement de la pêche n'est pas garanti.

Les locataires du droit de pêche et les titulaires de licences s'engagent à renoncer à toute réduction de prix ou indemnisation par l'État en raison des troubles de jouissance dans l'exercice du droit de pêche provenant soit de mesures prises dans l'intérêt du domaine public fluvial ou pour la gestion des eaux concernées, soit du fait d'autres utilisateurs :

1. Pour les modifications apportées à la police de la pêche, sous réserve des dispositions des deux derniers alinéas du présent article ;
2. Pour la réalisation de travaux ou de manœuvres ainsi que pour la mise en œuvre des mesures administratives nécessaires, soit pour les besoins de la navigation, soit pour l'entretien des voies et plans d'eau et de leurs accessoires, soit pour l'écoulement ou le régime des eaux, soit pour la circulation ou la protection du poisson, soit dans l'intérêt de la sécurité publique (notamment établissement et modification d'échelles à poissons, chômages, vidanges, abaissements d'eau, exhaussement de retenues autorisées, submersions accidentelles ou provoquées par la réparation ou la construction d'ouvrages, par le sauvetage de personnes, de bateaux ou de marchandises) ;
3. Pour la délivrance de concession ou d'autorisation d'occupation de toute nature du domaine public fluvial ;
4. Pour les phénomènes **naturels** affectant soit le niveau des eaux, soit la structure du lit ou du fond et des berges de la voie d'eau ou du plan d'eau, soit les peuplements halieutiques (notamment pour les atterrissements qui viendraient à se former dans les cours d'eau, réservoirs et dépendances et pour les dépeuplements provoqués par maladie, pullulation d'animaux susceptibles de causer des déséquilibres biologiques) ;
5. Pour les prélèvements opérés par les services compétents ou pour leur compte lors des pêches exceptionnelles autorisées en application de l'article L.436-9 en vue de la surveillance de l'état des eaux prévue par l'article R.212-22 du code de l'environnement, de la destruction des espèces susceptibles de causer des déséquilibres biologiques énumérées à l'article R. 432-5 du même code ou du sauvetage du poisson.

Si des changements sont apportés aux réserves de pêche en cours de bail, le locataire du droit de pêche subit au prorata du temps une augmentation ou bénéficie d'une diminution de loyer directement proportionnelle à la variation de longueur de la partie exploitable du lot, à condition toutefois que la variation soit au moins égale à 10 % de cette longueur.

En cas d'interdiction totale ou partielle de la pêche en vue de la consommation et de la commercialisation, en raison de la contamination du poisson par des substances dangereuses (polychlorobiphényles, mercure, etc.), les locataires des droits de pêche et les titulaires de licences peuvent bénéficier d'une réduction du prix des locations et des licences au prorata temporis de la période d'interdiction. Ces décisions s'appliquent tant aux produits recouverts par les comptables publics pour les biens gérés par les services déconcentrés qu'à ceux reversés par les services de France Domaine dans la comptabilité de Voies navigables de France. La réduction est fixée par le directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques sur proposition du service gestionnaire de la pêche.

Article 5

Résiliation du bail par le préfet

Conformément aux articles R.435-7 et R. 435-13 du code de l'environnement :

I. - La résiliation du bail ou le retrait de la licence peut être prononcé par le préfet, après avis du directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques :

1° Si le détenteur du droit de pêche ou les autres personnes habilitées à pêcher ne remplissent plus les conditions requises ou ne se conforment pas à leurs obligations, techniques ou financières, malgré une mise en demeure adressée au détenteur du droit de pêche ;

2° Si la voie ou le plan d'eau concerné est déclassé du domaine public ou vient à être inclus en tout ou partie dans un lac de retenue ;

3° Si le locataire en fait la demande en application de l'article R. 435-12, repris à l'article 14 du présent cahier des charges.

4° Si le détenteur d'une licence de pêcheur amateur aux engins et aux filets ne respecte pas les conditions prévues au troisième alinéa de l'article R. 435-7 du code de l'environnement concernant la pêche accompagnée.

II. - La résiliation ou le retrait est exclusif de toute indemnité. Toutefois, dans les cas mentionnés aux 2° et 3° du I, il est accordé, sur le prix payé d'avance, une réduction proportionnelle à la durée de jouissance dont le détenteur du droit de pêche a été privé.

III. - La résiliation ou le retrait est acquis de plein droit à l'État sans aucune formalité autre que sa notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

IV. - Lorsque le bail consenti pour un lot a été résilié, le droit de pêche peut faire l'objet d'une nouvelle procédure de location ou d'attribution de licences de pêche pour la durée restant à courir jusqu'au prochain renouvellement général, dans les conditions prévues aux articles R. 435-18 à R. 435-20 du code de l'environnement.

Lorsqu'une licence de pêche aux engins et aux filets attribuée pour un lot a été retirée, une nouvelle licence peut également être attribuée dans les conditions prévues aux articles R. 435-4 à R. 435-8 du même code.

Article 6

Non mise en cause de l'État en cas de contestation de tiers

En cas de contestation avec des tiers sur l'exercice des droits que le bail ou la licence confère à ses bénéficiaires, l'État ne peut jamais être mis en cause ni être appelé en garantie, sous quelque prétexte que ce soit.

Article 7

Accès ; Usage des servitudes

Le préfet veille au respect des servitudes prévues à l'article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques et, lors de la réalisation d'aménagement de ces servitudes, tel que des pistes cyclables, à ce que l'usage des servitudes par les pêcheurs et notamment, l'accès aux sites de pêche et aux points d'embarquement et de débarquement, soit maintenu.

Le pêcheur use de ses droits de manière à n'entraver ni la navigation, ni le passage sur les chemins de halage et les francs-bords. Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour ne gêner en rien les manœuvres aux écluses, barrages, pertuis et autres ouvrages d'art ; il est tenu à cet égard de se conformer aux ordres des agents de la navigation. Il est responsable de tous retards, avaries et dommages qu'il fait éprouver soit à la traction mécanique ou électrique, soit aux bateaux, soit aux voitures et bestiaux des exploitants des propriétés riveraines, des habitants en faveur desquels cette faculté de circulation a été réservée et des amodiataires des produits de francs-bords.

Article 8

Responsabilité en cas de dégradation

En cas de dégradations causées aux terrassements ou ouvrages d'art de toute nature par une personne exerçant la pêche, la réparation, avec dommages-intérêts, s'il y a lieu, en sera poursuivie conformément aux lois et règlements applicables en matière de contraventions de grande voirie.

Article 9

Interdiction de conserver du poisson à bord

Pendant les temps d'interdiction, les pêcheurs ne doivent pas conserver dans leurs embarcations, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poissons placés sur le domaine public, des poissons des espèces dont la pêche est interdite, même dans le cas où ils pourraient produire des certificats d'origine.

Il est accordé un délai de huit jours à compter du début du temps d'interdiction, à l'expiration duquel les embarcations, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poissons doivent être vides de tout poisson dont la pêche est interdite.

Article 10

Repeuplements

Les repeuplements doivent être réalisés conformément au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), au plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) et, quand il existe au plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles (PDPG). Lorsqu'un locataire ou un titulaire de licence souhaite procéder à des opérations de repeuplement, il est tenu d'en faire une déclaration préalable au préfet (service gestionnaire de la pêche) en mentionnant la date, le lieu et les caractéristiques du repeuplement (espèces, quantités, origine). Le préfet se réserve le droit d'interdire toute opération qu'il juge inopportune.

Article 11

Pêches exceptionnelles

Les locataires des lots de pêche aux engins et aux filets et les titulaires de licences de pêche professionnelle qui exercent la pêche dans les cours d'eau classés comme cours d'eau à saumon ou à truite de mer peuvent être tenus, à la demande de l'administration, de lui fournir des géniteurs de saumon atlantique ou de truite de mer.

Les poissons fournis seront payés au prix pratiqué à l'époque de leur capture. Ils ne seront pas comptés dans les quotas de captures autorisées.

Section 2

Dispositions applicables aux locataires (associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique et pêcheurs professionnels)

Article 12

Locations séparées, droit de chasse

L'État se réserve la faculté, sans que le locataire puisse élever de réclamation :

- d'une part, de louer séparément chacun des modes de pêche (lignes, engins et filets), de délivrer des licences de pêche aux engins et aux filets dans les lots loués ou d'y délivrer des licences de pêche dans les conditions prévues par l'article R.435-6 du code de l'environnement ;
- d'autre part, d'exploiter, de faire exploiter ou de mettre en réserve à son gré, la chasse au gibier d'eau.

La location du lot ne fait pas obstacle à l'exercice de la pêche tel qu'il est prévu à l'article L. 436-4 du code de l'environnement.

Article 13

Respect de la législation et de la réglementation de la pêche en eau douce

La location est soumise à toutes les conditions prévues pour l'exercice de la pêche en eau douce par la législation et la réglementation en vigueur.

Article 14

Demande de résiliation du bail par le locataire

En application de l'article R. 435-12 du code de l'environnement, le locataire d'un droit de pêche peut demander la résiliation de son bail si, en raison de leur nature ou de leur durée exceptionnelle, les opérations ou circonstances mentionnées aux 2° à 4° du I de l'article R. 435-11 et qui sont

reprises à l'article 4 du présent cahier des charges, sont de nature à modifier substantiellement les conditions d'exercice de ses droits.

La demande de résiliation n'est valable qu'à la condition d'être formulée par lettre recommandée un mois au plus tard après la date des événements qui motivent la demande.

Si elle est accordée, la résiliation prend effet du jour de la demande.

Article 15

Cession de bail

Le locataire ne peut céder son bail qu'en vertu d'une autorisation écrite du préfet (service gestionnaire de la pêche), après avis du directeur régional des finances publiques ou du directeur départemental des finances publiques et, pour les pêcheurs professionnels, après avis de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce prévue à l'article R. 435-15 du code de l'environnement.

La cession est constatée par un acte devant l'autorité administrative qui a procédé à l'adjudication ou reçu l'acte de location. Le locataire cédant reste solidairement obligé avec le locataire cessionnaire à l'exécution de toutes les conditions financières du bail. Toutefois, seul le locataire cessionnaire peut, le cas échéant, prétendre ultérieurement au droit au renouvellement prévu à l'article R. 435-21 du code de l'environnement.

Article 16

Panneaux indicateurs

La fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique est tenue de placer, de procéder à l'entretien ou éventuellement de remplacer des panneaux indicateurs aux endroits précisés ci-après qui lui seront indiqués par le préfet (service gestionnaire de la pêche) :

1° A la limite aval du lot : les panneaux porteront dans ce cas les références respectives des lots contigus ;

2° A chaque extrémité des réserves et zones d'interdictions permanentes comprises dans le lot ou situées à une extrémité du lot, et sur chacun des ponts publics situés dans ces réserves : les panneaux porteront dans ce cas la mention : « Réserve. - Défense de pêcher » ;

Les panneaux seront conformes à un modèle établi par la Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique.

Article 17

Destruction des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques

En vue de la destruction des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, l'administration se réserve le droit de capturer les poissons de ces espèces. Elle peut en outre autoriser les différentes catégories de pêcheurs à procéder à ces captures, les protocoles étant établis avec les services gestionnaires.

Article 18
Veille environnementale

Les locataires et les titulaires de licences contribuent à la veille environnementale sur leurs lots, notamment en signalant aux services chargés de la police de l'eau et de la pêche tout événement portant atteinte à la qualité de l'eau et du milieu aquatique.

Article 19
Contestations

Conformément à l'article L. 435-3 du code de l'environnement, les contestations entre l'administration et les locataires relatives à l'interprétation et à l'exécution des conditions des locations et toutes celles qui s'élèvent entre l'administration ou ses cocontractants et des tiers intéressés à raison de leurs droits ou de leurs propriétés, sont portées devant le tribunal de grande instance.

Article 20
Pénalités

Le non-respect des conditions de la location donne lieu, indépendamment de la résiliation prévue par l'article 14, au paiement d'une somme qui est fixée par le préfet entre 15 euros et 305 euros à titre de clause pénale, indépendamment des frais de timbre et d'enregistrement du procès-verbal de constatation et sans préjudice des actions civiles ou pénales qui pourront être intentées devant les tribunaux compétents.

<p>Paragraphe 1 Dispositions propres aux locataires du droit de pêche aux lignes et à leurs membres</p>
--

Article 21
Accords de jouissance

Des accords de jouissance réciproque peuvent être conclus par les associations agréées ou par la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, lorsque cette dernière est locataire du droit de pêche aux lignes en application du 2ème alinéa de l'article R. 435-3 du code de l'environnement. Avant toute exécution, ces accords devront être notifiés au préfet et au président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.

Article 22

Responsabilité civile du locataire

Le locataire demeure civilement responsable du non-respect des conditions du présent cahier des charges ou des infractions à la police de la pêche en eau douce qui pourraient être commises par ses agents, ses membres ou les membres des associations avec lesquelles elle a conclu des accords de jouissance réciproque, sauf le cas où des délits sont constatés par ses gardes-pêches particuliers et signalés dans un délai de cinq jours au préfet.

Article 23

Autorisation de stationnement et d'amarrage

Les propriétaires des embarcations dont les pêcheurs de loisir aux lignes peuvent faire l'usage doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État, moyennant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 24

Exclusions

Tout pêcheur qui se livre à la pêche au moyen de lignes ou d'engins autres que ceux autorisés ou qui a contrevenu aux clauses et conditions générales et particulières du présent cahier des charges peut, sans préjudice des poursuites encourues par lui, être privé pendant une année de la faculté de participer à la jouissance ou à l'exploitation des droits conférés à l'association ou la fédération locataire.

Est privé de la même faculté, mais pendant toute la durée du bail restant à courir, tout pêcheur qui, dans l'espace de deux années, a été l'objet d'une condamnation pour infraction aux lois et règlements sur la pêche en eau douce.

Ces exclusions sont prononcées par le préfet, même en l'absence de tout jugement.

Elles sont notifiées à l'intéressé et au président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.

Paragraphe 2

Dispositions propres aux pêcheurs professionnels locataires

Article 25

Co-fermier

Le locataire doit exercer lui-même les droits qui lui sont conférés par le bail.

Toutefois, sur sa demande, il peut être autorisé à s'associer avec un co-fermier qui jouit, en commun avec lui, de ces droits sur toute l'étendue du lot, étant entendu que le lot ne peut être divisé en deux sections exploitées distinctement l'une par le locataire, l'autre par le co-fermier. Le locataire et le co-fermier s'engagent à participer à la gestion piscicole du lot, selon les modalités fixées par le locataire.

Le co-fermier doit être agréé dans le lot considéré par le préfet qui lui délivre un certificat d'agrément. L'agrément est révocable sur la demande du locataire. Le certificat d'agrément doit être présenté à toute réquisition des agents commis à la police de la pêche en eau douce, faute de quoi le co-fermier est considéré comme ayant pêché sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.

Article 26

Compagnons et aides ; embarquement de touristes

Le locataire et le co-fermier peuvent être chacun assistés par un ou plusieurs compagnons dont le nombre maximum est précisé dans le cahier des clauses particulières, conformément aux dispositions du II de l'article R. 435-16 du code de l'environnement. Le préfet (service gestionnaire de la pêche) délivre à chaque compagnon une carte précisant sa qualité, comportant sa photographie d'identité et précisant le lot ou les lots sur lequel ou lesquels il peut exercer.

Le locataire et le co-fermier sont seuls habilités à faire acte individuel de pêche. Toutefois, ils peuvent autoriser leur compagnon à faire acte de pêche en leur absence.

Par ailleurs, le locataire, le co-fermier et leur compagnon peuvent se faire assister par des aides. Les aides ne peuvent, en aucun cas, faire acte individuel de pêche.

Dans le cadre d'une activité de valorisation touristique, de programmes de découverte et de sensibilisation à la pêche, le locataire, le co-fermier et les compagnons dûment autorisés peuvent embarquer des touristes. Ces touristes peuvent participer très ponctuellement à la manœuvre des engins et des filets sans être considérés comme des aides. Le locataire et le co-fermier doivent respecter la législation en matière de sécurité et d'assurances.

Article 27

Déclaration de captures

Le locataire et le co-fermier doivent individuellement consigner au fur et à mesure, pour chaque espèce de poissons, chaque sortie de pêche et chaque type d'engin utilisé, les résultats de leur pêche sur une fiche mensuelle fournie par le service gestionnaire. Cette fiche est adressée à la fin de

chaque mois à l'organisme chargé par l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) d'en assurer le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce concernées.

Les résultats de la pêche pratiquée, le cas échéant, par le compagnon sont inscrits sur les fiches de pêche du locataire ou du co-fermier.

La collecte et le traitement des fiches peuvent être assurés par le service gestionnaire de la pêche qui adresse le détail des déclarations à l'organisme chargé du traitement, conformément aux dispositions que ce dernier aura fixées.

Le marin pêcheur admis à pratiquer la pêche fluviale doit remettre sa fiche de pêche habituelle au service des affaires maritimes compétent qui la transmet au service chargé du traitement. Le bureau central des statistiques du ministère chargé de la pêche maritime adresse les données récapitulatives annuelles à l'ONEMA, conformément aux dispositions établies d'un commun accord.

Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les renseignements fournis sont confidentiels.

Toute absence de déclaration de pêche peut, après mise en demeure, donner lieu à la résiliation du bail, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent cahier des charges.

Article 28

Transfert du bail en cas de décès du locataire

Le contrat de location prend fin en cas de décès du locataire.

Toutefois, le bénéfice du bail peut être transféré au profit du conjoint survivant ou des héritiers, qui disposent d'un délai de trois mois, à compter de la date du décès, pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire et demander le transfert du bail à son nom.

Le transfert du bail au profit du bénéficiaire désigné est subordonné à une autorisation écrite délivrée par le préfet (service gestionnaire de la pêche), après avis du directeur régional des finances publiques ou du directeur départemental des finances publiques et de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce prévue à l'article R.435-15 du code de l'environnement.

Article 29

Embarcations (identification, amarrage, dispense d'autorisation)

Les embarcations employées à l'exploitation de la pêche par le locataire et le co-fermier doivent porter, à l'extérieur de la proue et des deux côtés, le mot : « Pêche » en caractères très apparents, d'au moins 5 cm de hauteur, inscrits en noir sur fond blanc.

Ces embarcations doivent être amarrées soigneusement de manière à ne pas gêner la navigation.

Le locataire et le co-fermier doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de leurs embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État, moyennant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 30

Exclusion

Tout co-fermier ou compagnon qui, au cours du bail, a subi une condamnation à l'occasion d'infractions à la police de la pêche, peut être privé de la faculté de participer à la jouissance ou à l'exploitation de la pêche. Cette exclusion est prononcée par le préfet et notifiée à l'intéressé et au locataire.

Le locataire demeure, dans tous les cas, civilement responsable du non-respect, par son co-fermier ou son compagnon, des conditions du présent cahier des charges.

Section 3

Dispositions applicables aux titulaires de licences de pêche

Article 31

Inaccessibilité de la licence, obligation d'avoir sa licence sur soi.

Les membres de l'association agréée des pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public et les membres de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce, titulaires d'une licence, sont soumis aux conditions prévues par la législation et la réglementation relative à l'exercice de la pêche en eau douce.

Le titulaire d'une licence ne peut céder tout ou partie des droits que lui confère son titre.

Les titulaires de licences se livrant à la pêche doivent être porteurs de leur titre comportant la photographie, le nom, le prénom, l'adresse, la signature du titulaire, ainsi que la nature, les dimensions, le nombre et les conditions d'utilisation des engins et des filets accordés par la licence.

Lorsque le détenteur d'une licence a demandé à être accompagné d'une personne pour participer à la manœuvre des engins, à l'exception des filets, dans les conditions prévues au troisième alinéa l'article R. 435-7 du code de l'environnement, l'identité de cette personne est mentionnée sur la licence. Les licences doivent être présentées à toute réquisition des agents chargés de la police de la pêche en eau douce, faute de quoi leurs titulaires seront considérés comme ayant pêché sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.

Article 32

Déclaration de captures

Le titulaire de la licence doit consigner au fur et à mesure, pour chaque espèce de poissons, chaque sortie de pêche et chaque type d'engin utilisé, les résultats de sa pêche sur une fiche mensuelle fournie par le service gestionnaire. Cette fiche est adressée à la fin de chaque mois à l'organisme chargé par l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) d'en assurer le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public et des associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce concernées.

La collecte et le traitement des fiches peuvent être assurés par le service gestionnaire de la pêche qui adresse le détail des déclarations à l'organisme chargé du traitement, conformément aux dispositions que ce dernier aura fixées.

Le marin pêcheur admis à pratiquer la pêche fluviale doit remettre sa fiche de pêche habituelle au service des affaires maritimes compétent qui la transmet pour traitement au service chargé du traitement. Le bureau central des statistiques du ministère chargé de la pêche maritime adresse les données récapitulatives annuelles à l'ONEMA (Direction de la Connaissance et de l'Information sur l'Eau), conformément aux dispositions établies d'un commun accord.

Conformément aux dispositions prévues par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les renseignements fournis sont confidentiels.

Toute absence de déclaration de pêche peut, après mise en demeure, donner lieu au retrait de la licence, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent cahier des charges.

Paragraphe 1

Dispositions propres aux pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaires d'une licence

Article 33

Autorisation de stationnement ou d'amarrage pour les embarcations ; aide par un autre pêcheur

Les propriétaires des embarcations dont les titulaires de licence de pêche amateur aux engins et aux filets peuvent faire usage, doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de leurs embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État, moyennant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Un pêcheur amateur aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaire d'une licence, peut se faire aider par un autre pêcheur amateur aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaire d'une licence sur le même lot, **dans les conditions prévues à l'article R. 435-7 du code de l'environnement.**

Paragraphe 2

Dispositions propres aux pêcheurs professionnels titulaires d'une licence

Article 34

Compagnons et aides ; embarquement de touristes

Le titulaire de la licence peut être autorisé à se faire assister par un seul compagnon. Le préfet (service gestionnaire de la pêche) délivre au compagnon une carte précisant sa qualité, comportant sa photographie d'identité et précisant le lot sur lequel il peut exercer. Les conditions mises à l'exercice de la pêche en eau douce en qualité de pêcheur professionnel s'appliquent au compagnon.

Le titulaire de la licence est seul habilité à faire acte individuel de pêche. Toutefois, il peut autoriser son compagnon à faire acte individuel de pêche en son absence. Une copie de cette autorisation est adressée au service gestionnaire.

Par ailleurs, le titulaire de la licence peut se faire assister par des aides, sauf dans les zones définies à l'article L. 436-10 du code de l'environnement.

Les aides ne peuvent, en aucun cas, faire acte individuel de pêche.

Dans le cadre d'une activité de valorisation touristique, de programmes de découverte et de sensibilisation à la pêche, le titulaire de la licence ou son compagnon dûment autorisé peuvent embarquer des touristes. Ces touristes peuvent participer très ponctuellement à la manœuvre des engins et des filets sans être considérés comme des aides. Le locataire et le co-fermier doivent respecter la législation en matière de sécurité et d'assurances.

Article 35

Embarcations (identification, amarrage, dispense d'autorisation)

Les embarcations employées à l'exploitation de la pêche par le titulaire d'une licence de pêche professionnelle doivent porter à l'extérieur de la proue et des deux côtés le mot : « pêche » en caractères très apparents d'au moins 5 cm de hauteur, inscrits en noir sur fond blanc. Elles doivent être amarrées soigneusement de manière à ne pas gêner la navigation.

Le titulaire de la licence doit se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de ses embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État, moyennant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 36

Incessibilité de la licence en cas de décès

En cas de décès du titulaire de la licence, le bénéfice des droits conférés par ce titre ne peut pas être transféré au profit du conjoint survivant ou des héritiers.

Chapitre III

Dispositions financières applicables aux locataires

Article 37

Caution, cautionnement

A moins de payer comptant la totalité du prix de la location, le locataire est tenu à titre de garantie de l'exécution des clauses du bail de fournir, à son choix, soit une caution, soit un cautionnement.

La caution est désignée par écrit par le locataire, immédiatement en cas de location amiable ou dans le délai maximum de sept jours en cas d'adjudication.

La caution doit être domiciliée en France et expressément agréée par l'agent comptable chargé du recouvrement du prix.

Elle s'oblige solidairement avec le locataire et également par écrit à toutes les charges et conditions de la location, et renonce à se prévaloir du bénéfice de discussion prévu à l'article 2298 du code civil.

En cas d'adjudication et s'il n'est pas intervenu sur-le-champ, l'acte constatant la réalisation de ces garanties est passé, à la suite du procès-verbal d'adjudication, par devant l'autorité administrative qui a présidé la séance.

Le cautionnement, égal à six mois de loyer, est versé dans un délai de sept jours à compter du procès-verbal d'adjudication ou avant la signature de l'acte en cas de location amiable, soit à la caisse du comptable public, soit à la Caisse des dépôts et consignations.

Le cautionnement est constitué au gré du preneur, soit en numéraire, soit en titres ou valeurs émis par l'État et les collectivités publiques, ou avec leur garantie.

Le cautionnement est restitué au locataire en fin de bail ou, sous réserve des dispositions de l'article 15 ci-dessus, en cas de cession de bail, au vu d'un certificat du comptable public, chargé de l'encaissement du prix et du préfet attestant qu'il a satisfait à toutes les conditions de la location.

Le locataire et la caution sont tenus d'élire domicile dans la commune où l'acte a été passé, faute de quoi tous actes postérieurs leur sont valablement signifiés auprès de l'autorité administrative qui a reçu l'acte.

Faute de fournir ces garanties dans le délai prescrit, l'adjudicataire est déchu de l'adjudication et il est procédé soit à une nouvelle location, soit à une mise en réserve du lot dans les conditions fixées par l'article R. 436-69 du code de l'environnement.

L'adjudicataire déchu est tenu de verser la différence entre son prix et celui de la nouvelle location, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il y en a.

Article 38

Actualisation du loyer, paiement

Le loyer est actualisé chaque année sur la base de la formule suivante :

$$L_n = L_{n-1} \times I_n / I_{n-1} ;$$

L_n : Loyer de l'année N ;

L_{n-1} : Loyer de l'année N-1 ;

I_n : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-1 ;

I_{n-1} : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-2.

Il est payable d'avance le 2 janvier de chaque année à la caisse du comptable public. Si le bail prend effet en cours d'année, le premier terme, calculé au prorata du temps, doit être acquitté dans les vingt jours de la conclusion du contrat. En cas de retard dans les paiements, les sommes dues produisent intérêt, au profit du Trésor, au taux en vigueur en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, tous les mois sont comptés pour trente jours et les fractions de mois sont négligées.

Article 39

Droit fixe, poursuites

En cas d'adjudication ou de location amiable, les procès-verbaux d'adjudication ou les baux de pêche peuvent faire l'objet d'une présentation volontaire au comptable public compétent avec paiement du droit fixe prévu à l'article 680 du code général des impôts.

Si des poursuites deviennent nécessaires pour obtenir le paiement du prix de l'adjudication en principal et accessoires, elles auront lieu dans les conditions prévues aux articles L. 2321-1 à L. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les demandes de résiliation ne suspendent pas l'effet des poursuites pour le recouvrement des termes échus.

Chapitre IV

Dispositions financières applicables aux titulaires de licences

Article 40

Paiement des licences

Les personnes dont la demande de licence a été admise en sont avisées par le chef du service gestionnaire de la pêche. Elles doivent acquitter le prix de la licence à la caisse du comptable public qui leur délivre une quittance. Au vu de cette quittance et de la carte de membre de l'association agréée départementale de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public ou de l'association agréée départementale ou interdépartementale de pêcheurs professionnels, la carte de licence individuelle sera remise aux intéressés par le service gestionnaire de la pêche.

Toute demande sera considérée comme annulée, si la licence n'a pas été retirée dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le pétitionnaire a été avisé que sa demande de licence était admise.

Article 41

Actualisation du prix

Le prix des licences est actualisé chaque année sur la base de la formule suivante :

$$L_n = L_{n-1} \times I_n / I_{n-1}$$

L_n : Loyer de l'année N ;

L_{n-1} : Loyer de l'année N-1 ;

I_n : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-1 ;

I_{n-1} : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-2.

Chapitre V

Modes et procédés de pêche autorisés

Section 1

Pêche de loisir

Article 42

Conditions d'exercice de la pêche

Les membres des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, autorisés à pêcher dans le cadre des locations faisant l'objet du présent cahier des charges, ont le droit de pêcher dans les conditions définies par la réglementation en vigueur.

Article 43

Identification des engins et filets

Les licences délivrées aux membres de l'association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public précisent la nature, le nombre, les dimensions et les conditions d'utilisation du ou des engins et filets que leurs titulaires peuvent être autorisés à utiliser.

Chaque engin ou filet utilisé doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé comportant le numéro de la licence ou le nom du titulaire de la licence et la lettre A.

Section 2

Pêche professionnelle

Article 44

Identification des engins et filets en cas de location

Conformément aux articles R. 435-10, R. 435-14 et R. 436-15 du code de l'environnement, les conditions particulières d'exploitation fixent, pour chaque lot, la nature, le nombre, les dimensions et les conditions d'utilisation des engins et des filets que le locataire est autorisé à utiliser.

Chaque engin ou filet, utilisé dans le cadre de la location, doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé, comportant le nom du locataire.

Article 45

Identification des engins et filets utilisés sous couvert d'une licence

Conformément à l'article R. 435-10, R. 435-14 et R. 436-15 du code de l'environnement, les licences attribuées aux membres de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce précisent la nature, les dimensions, le nombre et les conditions d'utilisation du ou des engins et filets que leurs titulaires sont autorisés à utiliser.

Ces licences ne peuvent toutefois autoriser l'emploi des filets de type senne, des filets-barrages, des baros, des dideaux et des bouges.

Chaque engin et filet utilisé sous couvert d'une licence, doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé, comportant le numéro de la licence et la lettre P.

Section 3

Conditions d'utilisation des engins et des filets

Article 46

Signalement des filets

En vue de son signalement à la navigation, tout filet utilisé doit être rendu apparent par deux bouées ancrées à proximité de ses extrémités.

Toutefois, le préfet (service gestionnaire de la pêche) peut ne pas soumettre à cette obligation l'emploi des nasses et des filets, à condition qu'ils soient placés à des emplacements où leur présence ne présente aucun inconvénient pour la navigation. Ces dérogations sont révocables à tout moment, sans indemnité.

Durant les heures d'interdiction nocturne de la pêche, tout filet-barrage doit être relevé entièrement hors de l'eau sur toute sa longueur. Si le bateau porteur du carrelet n'est pas ramené à terre, le carrelet doit être relevé sur le lieu de pêche et, durant toute la nuit, un fanal accroché à l'un de ses montants doit éclairer le filet, de telle sorte que celui-ci soit visible de chacune des deux rives. Sur les voies navigables, l'éclairage du filet-barrage doit être conforme à la réglementation en vigueur.

Les filets-barrages ne doivent, en aucune manière, occuper plus des deux tiers de la largeur mouillée réellement utilisable par le courant de l'eau, dans l'emplacement où ils sont employés. Si la section du lit présente des différences importantes de profondeur, le tiers disponible pour le passage du poisson doit toujours être assuré du côté le plus profond.

Chapitre VI

Clauses et conditions particulières

pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021 inclus

Réglementation

Article 1 **Principe**

Le droit de pêche de l'État (R435-3 et R435-4) :

- le droit de pêche aux lignes ne peut être loué qu'à une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique ayant leurs sièges sociaux en Corrèze ou à défaut à la fédération de la Corrèze pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

- le droit de pêche aux engins et filets ne peut être loué qu'à un pêcheur professionnel, membre de l'association agréée interdépartementale des pêcheurs professionnels en eau douce

. Les locations sont consenties pour une durée de 5 ans (cinq ans).

Les licences de pêche (R435-4):

Il peut être attribué des licences de pêche aux engins et aux filets aux pêcheurs professionnels et aux pêcheurs amateurs aux engins et aux filets.

Les licences sont délivrées par le préfet :

- pour les pêcheurs professionnels, elles sont délivrées pour une durée de 5 ans (cinq ans) ;
- pour les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets elles sont annuelles.

Article 2 **Procédés et modes de pêche autorisés**

1 - Dans les eaux de 1^{ère} catégorie :

(application de l'article R 436.23 du code de l'environnement).

Les membres des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique ne peuvent pêcher qu'au moyen de la ligne montée sur canne, munie de deux hameçons au plus ou de trois mouches artificielles au plus, de la vermée, de la balance à écrevisses.

Une seule ligne et un maximum de six balances sont autorisés par pêcheur.

Toutefois, l'utilisation de 2 lignes montées sur canne et munies chacune de deux hameçons ou trois mouches artificielles au plus est autorisée dans la retenue de barrage ci-après :

- Lac de Vieille Église (communes de Lamaziere - Basse, Lappleau et Saint - Pantaléon de Lappleau),

2 - Dans les eaux de 2^e catégorie :

(application de l'article R 436.23 du code de l'environnement)

a) Les membres des associations de pêche et de protection du milieu aquatique peuvent pêcher au moyen de lignes montées sur canne munie de deux hameçons au plus ou trois mouches artificielles au plus, avec un maximum de quatre lignes par pêcheur, de la vermée et de la balance à écrevisses avec un maximum de six balances par pêcheur, d'une carafe ou bouteille destinée à la capture de vairons et autres poissons servant d'amorce dont la contenance ne peut être supérieure à deux (2) litres.

Les lignes doivent être disposées à proximité du pêcheur.

b) Dans les plans d'eau de deuxième catégorie du domaine public désignés dans le présent document, les membres de l'association départementale agréée des pêcheurs amateurs aux engins et filets, titulaires d'une licence, peuvent pêcher au moyen d'engins et de filets dont la nature, les dimensions, le nombre et l'emploi sont définis dans le cadre du présent cahier des charges afférent à la location du droit de pêche de l'État.

La pêche de la carpe est autorisée à toute heure dans les parties de cours d'eau et plans d'eau suivants, du 2^{ème} samedi de mars inclus au 31 décembre inclus, sous réserve de l'emploi exclusif d'eschées végétales :

PARCOURS DE PÊCHE DE LA CARPE DE NUIT :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent en cours
--	---

En ce qui concerne la rivière *Dordogne*, domaine public, en aval du barrage du Sablier, commune d'Argentat, jusqu'à sa sortie du département de la Corrèze, classée comme cours d'eau à saumons et à truites de mer, **la pêche à une seule ligne** pratiquée sans entrer dans l'eau, à partir du bord **exclusivement**, sur les écluses, seuils et barrages ainsi que 50 m en aval de l'extrémité de celles-ci, est autorisée, à l'exclusion de la pêche au vif, au poisson mort, à la mouche et à tout autre leurre artificiel. **En ce qui concerne la digue des Aubarèdes, communes d'Altiliac et Beaulieu-sur-Dordogne, toute pêche est interdite sur la réserve qui s'étend de 50 m à l'amont jusqu'à 50 m à l'aval.**

Article 3 **procédés et modes de pêche prohibés**

1 - En 1^{ère} et 2^{ème} categories :

(application des articles R 436.32 et R 436.34 du code de l'environnement)

Il est interdit en vue de la capture du poisson:

* de pêcher à la main,

* d'employer tous procédés ou de faire usage de tous engins destinés à accrocher le poisson autrement que par la bouche. Toutefois, l'emploi de l'épuisette est autorisé pour retirer de l'eau le poisson déjà ferré. De même, l'emploi de la gaffe à cet usage est autorisé sauf sur les cours d'eau classés *rivières à saumon*, à savoir la rivière **Dordogne** à l'aval du barrage EDF de compensation du Sablier,

* de se servir d'armes à feu, de collets, de lumières et feux, de matériel de plongée subaquatique,

* de pêcher à l'aide d'un trimmer ou engin similaire,

* d'utiliser des lignes de traîne telles que définies comme suit:

« La pêche à la ligne de traîne peut être définie comme la mise en mouvement d'une embarcation, mue par une force autre que naturelle, aux fins de traîner un cordeau, une ligne ou un fil, plus ou moins tendu en raison de la vitesse, et muni à l'une de ses extrémités d'un vif, d'un poisson mort, ou de tout autre leurre, d'une cuiller ou d'une hélice, l'autre extrémité étant soit fixée à la barque, soit tenue, directement ou par l'intermédiaire d'une canne, par un pêcheur embarqué ou par un passager, de telle sorte que l'appât reste entre deux eaux et soit attractif pour le poisson. »

* de pêcher aux engins et filets dans les zones inondées,

* d'utiliser des œufs de poissons, naturels, frais, conservés, mélangés à une composition d'appâts ou artificiels dans tous les cours d'eau ou plans d'eau.

2 - En 1^{ère} categorie : “

(application des articles R 436.23 et R 436.34 du code de l'environnement)

La pêche aux engins et filets est interdite.

3 - En 2^{ème} categorie :

(application des articles R 436.23 et R 436.33 du code de l'environnement)

• Pendant la période d'interdiction spécifique de la pêche au brochet, la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel et autres leurres susceptibles de capturer ce poisson de manière non accidentelle est interdite dans les eaux classées en 2^{ème} catégorie. Cette interdiction ne s'applique pas aux barrages de retenue y existant (à l'exception du barrage EDF des Barriousses - Treignac).

* Sur la rivière *Dordogne*, en aval du barrage EDF d'Argentat, les modes et procédés de pêche suivants sont interdits :

- L'utilisation comme appât ou comme amorce d'asticots et autres larves de diptères, à l'aval du barrage de retenue EDF du Sablier, commune d'Argentat et jusqu'au pont de Beaulieu sur Dordogne (route départementale n° 940) De l'aval de ce pont et jusqu'à la sortie du département de la Corrèze, l'usage de ces mêmes asticots et autres larves de diptères est autorisé comme appât et leur utilisation en tant qu'amorce est prohibée.

- L'utilisation de l'engin dénommé "bikini" (train de mouches artificielles projeté par un lest immergé en bout de ligne)

- La pêche en marchant dans l'eau pour les périodes allant du 1^{er} janvier inclus au vendredi précédant l'ouverture de la pêche de la truite inclus et du lundi suivant le 3^{ème} dimanche de novembre inclus au 31 décembre inclus.

* Sur les cours d'eau énumérés ci-après l'emploi de leurres artificiels munis d'un unique hameçon sans ardillon ou avec un ardillon écrasé est seul autorisé (rappel : le nombre de captures de salmonidés, truites ou ombres autorisées par pêcheur et par jour y est ramené à 0) :

- *Dordogne*, sur le parcours situé entre le vieux pont d'Argentat et une ligne située à 50 m à l'amont de la confluence avec la rivière *Souvigne*, commune d'Argentat.

- *Dordogne*, sur le parcours situé entre la passerelle des Aubarèdes à l'amont et 50 m en amont du pont de la route départementale n° 940 en ce qui concerne la limite aval, la totalité du canal dit « des Gabariers », en rive gauche étant incluse dans ce parcours, communes d'Altillac et Beaulieu sur Dordogne.

Interdictions permanentes de pêche

(application des articles R 436.69, R 436.70 et R 436.71 du code de l'environnement)

En vue de la protection du poisson, la pêche est interdite:

* dans les dispositifs assurant la circulation des poissons dans les ouvrages construits dans le lit d'un cours d'eau,

* dans les pertuis, vannages et dans les passages d'eau à l'intérieur des bâtiments.

* sur la retenue du barrage EDF de Neuvic, au lieu-dit « la Digue d'Yeux », sur les communes de Liginiac et Neuvic entre les points suivants :

. à l'amont : extrémité Est de la parcelle n° 1, section AH, commune de Liginiac (coordonnées Lambert 93 : X = 644 500 et Y = 6 478 950)

. à l'aval : extrémité Ouest de la parcelle n° 4, section AH, commune de Liginiac (coordonnées Lambert 93 : X = 644 680 et Y = 6 479 010).

Cours d'eau et plans d'eau mitoyens

(application de l'article R 436.37 du code de l'environnement)

Quand un cours d'eau ou un plan d'eau est mitoyen entre deux départements, il est fait application des dispositions les moins restrictives dans les départements concernés.

Article 4

Licences de pêche amateur aux engins et filets

Elles sont délivrées de façon **nominative** pour une durée d'un an (année civile) et permettent l'usage d'engins et de filets dans les conditions définies ci-après, en vue de la capture de poissons destinés à la consommation familiale exclusivement (**les amateurs ne peuvent vendre le produit de leur pêche**).

Le pêcheur amateur détenteur d'une licence peut être accompagné d'une personne dont l'identité est indiquée sur la licence. Cette personne peut participer à la manœuvre des engins autorisés mentionnés à l'article R.436-24, *à l'exception des filets*, dans la limite de 5 jours par an. Le non-respect de cette obligation entraîne le retrait de la licence du pêcheur amateurs dans les conditions prévues à l'article R. 435-13.

Lorsqu'une licence de pêche aux engins et aux filets attribuée pour un lot a été retirée, une nouvelle licence peut être réattribuée dans les conditions prévues notamment aux article R. 435-4 à R. 435-8.

Seuls sont autorisés, simultanément ou non :

- les filets de type tramail ou araignée de longueur cumulée n'excédant pas 60 mètres et de mailles de 50 millimètres minimum,
- trois (3) nasses à écrevisses carrées ou rondes de 15 à 55 cm de côté pour une hauteur de 25 à 30 cm, en grillage plastique ou en métal à la maille de 10 à 20 mm, comptant quatre ou deux anchons, soit un par côté, de 70 mm de diamètre. Elles sont destinées à la capture des écrevisses de Californie (*pacifastacus léniuculus*) à l'exclusion de toute autre espèce.

Les filets doivent reposer au fond et être amarrés en rive par une extrémité. Ils ne peuvent occuper plus des deux tiers de la largeur mouillée du cours d'eau dans les emplacements où on les emploie. **En vue de son signalement à la navigation, tout filet utilisé doit être rendu apparent à son extrémité par une bouée reliée à son montant.**

Ils ne peuvent être employés simultanément sur la même rive ou sur deux rives opposées, même par des pêcheurs différents, que s'ils sont séparés par une distance égale à trois fois au moins la longueur du plus long des filets.

Ils ne peuvent être placés, manœuvrés ou relevés que pendant les heures où la pêche est autorisée.

Les filets doivent être retirés de l'eau du samedi à 09 h 00 au lundi 06 h 00, ainsi que chaque jour de 10 h 00 à 16 h 00.

Chaque filet utilisé doit être identifié par une plaque en métal inaltérable, sertie ou rivée, comportant le numéro de la licence et la lettre A.

Article 5:

Modalités d'attribution des licences

Pour chacun des lots listés en annexe, les demandes de licence doivent être faites auprès du service gestionnaire (direction départementale des territoires de la Corrèze) dans le courant du mois de novembre précédant l'année civile de location.

Ce dernier formulera son accord de principe par lettre formulaire à retourner signée, accompagnée des pièces suivantes :

- Carte d'adhésion à l'association départementale des pêcheurs amateurs aux engins et filets,
- Cotisation pour la Protection du Milieu Aquatique,
- Titre de recouvrement du prix de la licence, muni des mentions attestant de son acquittement auprès de la recette des impôts chargée du recouvrement en matière domaniale.

La licence sera alors retirée auprès de la direction départementale des territoires **dans le délai d'un mois à compter de la date de notification de l'accord, sous peine d'annulation.**

Rappel: Les licences sont annuelles.

DOMAINE PUBLIC

LACS DE RETENUES DE BARRAGES

En ce qui concerne les plans d'eau artificiels, sauf spécifications autres, les limites s'entendent comme celles qui apparaissent physiquement lorsque le niveau de l'eau est celui de la cote normale d'exploitation définie par l'arrêté de concession ou d'autorisation.
Elles incluent les parties de rivières affluentes submergées.

Article premier - lot A1

Limites : Amont: confluence de la *Rhue*; Aval: confluence de la *Diège*.

Longueur : 10 400 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable : AAPPMA *****

Prix: .15,20 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 2 - lot A2

Limites : Amont: confluence de la *Diège*; Aval: barrage de Marèges.

Longueur : 3 700 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: AAPPMA *****

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 3 - lot A3

Limites : Amont: barrage de Marèges; Aval: 50 m amont du Pont Neuf de Vernéjoux.

Longueur : 3 850 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

En réserve

Article 4 - lot A4

Limites : Amont: 50 m amont du Pont Neuf de Vernéjoux; Aval: confluence de la *Sumène*.

Longueur : 7000 mètres

La pose de filets est interdite dans l'anse formée par la confluence de la *Sumène*,

Pêche aux lignes

Pêche aux filets

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Nombre de licences : 7

Prix: 91,23 €/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche :	Se référer à l'arrêté réglementaire
Parcours de pêche de la carpe de nuit :	permanent annuel du département de la Corrèze

Article 5 - lot A5

Limites : Amont: confluence de la *Sumène*; Aval: *ruisseau des Ages*.

Longueur : 3 700 mètres

La pose de filets est interdite dans l'anse formée par la confluence de la *Sumène*,

Pêche aux lignes

Pêche aux filets

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Nombre de licences : 7

Prix: 91,23 €/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche :	Se référer à l'arrêté réglementaire
Parcours de pêche de la carpe de nuit :	permanent annuel du département de la Corrèze

Article 6 - lot A6

Limites : Amont: *ruisseau des Ages*; Aval: *ruisseau de Vent Bas*.

Longueur : 3 300 mètres

La pose de filets est interdite dans l'anse formée par la confluence de la *Triouzoune*,

Pêche aux lignes

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Pêche aux filets

Nombre de licences : 6

Prix: 91,23 €/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 7 - lot A7

Limites : Amont: *ruisseau de Vent Bas*; Aval: *ruisseau de Peyrelane*.

Longueur : 3 100 mètres

La pose de filets est interdite dans l'anse formée par la confluence du *Labiou*,

Pêche aux lignes

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 15,20 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Pêche aux filets

Nombre de licences : 6

Prix: 91,23 €/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 8 - lot A8

Limites : Amont: *ruisseau de Peyrelane*; Aval: barrage de l'Aigle.

Longueur : 6 900 mètres

Réserve de pêche : du barrage de l'Aigle jusqu'à 50 mètres en amont.

La pose de filets est interdite dans l'anse formée par la confluence du *ruisseau de Lachaud (anse de Lamirande)*

Pêche aux lignes

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Pêche aux filets

Nombre de licences : 10

Prix: 91,23 €/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 9 - lot A9

Limites : Amont: barrage de l'Aigle; Aval: *ruisseau de Poumeyrol* (rive droite)

Longueur : 7 900 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: .15,20 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 10 - lot A10

Limites : Amont: *ruisseau de Poumeyrol* (rive droite); Aval: *rivière Luzège*.

Longueur : 4 100 mètres

La pose de filets est interdite dans l'anse formée par la confluence de la *Luzège*,

Pêche aux lignes

Pêche aux filets

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Nombre de licences : 10

Prix: 91,23 €/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 11 - lot B1

Limites : Amont: *rivière la Luzège*; Aval: pont du Chambon.

Longueur : 3 400 mètres

La pose de filets est interdite dans l'anse formée par la confluence de la *Luzège*,

Pêche aux lignes

Pêche aux filets

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Nombre de licences : 9

Prix: 91,23 €/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 12 - lot B2

Limites : Amont: pont du Chambon; Aval: *ruisseau des Ogaries*.

Longueur : 6 500 mètres

La pose de filets est interdite dans l'anse formée par la confluence du *ruisseau de Saint-Merd de Lapleau*.

Pêche aux lignes

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Pêche aux filets

Nombre de licences : 11

Prix: 91,23 €/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 13 - lot B3

Limites : Amont: *ruisseau des Ogaries*; Aval: *ruisseau du Clos de la Roche* (rive droite)

Longueur : 5 000 mètres

Pêche aux lignes

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Pêche aux filets interdite

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 14 - lot B4

Limites : Amont: *ruisseau du Clos de la Roche* (rive droite); Aval: barrage du Chastang.

Longueur : 5 200 mètres

Pêche aux lignes

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Pêche aux filets

Nombre de licences : 10

Prix: 91,23 €/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 15 - lot B5

Limites : Amont: barrage du Chastang; Aval: *ruisseau de Sirieix*.

Longueur : 3 900 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: .15,20 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 16 - lot B6

Limites : Amont: *ruisseau de Sirieix*; Aval: barrage de compensation d'Argentat.

Longueur : 4 000 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix: 12,17 € /km/an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

RIVIÈRE *DORDOGNE*

(2^{ème} catégorie)

Article 17 - lot B7

Limites : Amont: barrage de compensation d'Argentat; Aval: rivière *Maronne*.

Longueur : 5 000 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 111,54 € / km / an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche :

Parcours de pêche de la carpe de nuit

Se référer à l'arrêté réglementaire
permanent annuel du département de la Corrèze

Article 18 - lot B8

Limites : Amont: rivière *Maronne*; Aval: *ruisseau de Chenailers*.

Longueur : 9 000 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable **AAPPMA *******

Prix 111,54 € / km / an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche :

Parcours de pêche de la carpe de nuit

Se référer à l'arrêté réglementaire
permanent annuel du département de la Corrèze

Article 19 - lot B9

Limites : Amont: *ruisseau de Chenailers*; Aval: *ruisseau de Chauvac*.

Longueur : 6 800 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 111,54 € / km / an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche :

Parcours de pêche de la carpe de nuit

Se référer à l'arrêté réglementaire
permanent annuel du département de la Corrèze

Article 20 - lot B10

Limites : Amont: *ruisseau de Chauvac*; Aval: pont de Beaulieu.

Longueur : 4 800 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 111,54 € / km / an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 21 - lot B11

Limites : Amont: pont de Beaulieu; Aval: *ruisseau de Coucoulogne*.

Longueur : 6 700 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 111,54 € / km / an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 22 - lot B12

Limites : Amont: ruisseau de *Coucoulogne*; Aval: rivière *Cère*.

Longueur : 3 800 mètres

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 111,54 € / km / an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

DOMAINE PRIVÉ

LACS DE RETENUES DE BARRAGES

Article premier

Lac de retenue EDF de Bort les Orgues
classé en 2^{ème} catégorie
Rivière : *Dordogne*

Limites : Ensemble de la retenue comprenant les parties situées dans les départements du Puy de Dôme et du Cantal

Surface : 1 200 hectares

Pêche aux lignes:

Pêche aux filets interdite

Location amiable : AAPPMA *****

Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche :

Parcours de pêche de la carpe de nuit :

Se référer aux arrêtés réglementaires permanents des départements de la Corrèze, du Cantal et du Puy de Dôme

Article 2

Lac de retenue de Monceaux la Virole
classé en 2^{ème} catégorie
Rivière : *Vézère*

Limites : Ensemble de la retenue.

Surface : 180 hectares

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: AAPPMA *****

Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche :

Parcours de pêche de la carpe de nuit :

Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze

Article 3

Lacs de retenues de Treignac-Vaud et Peyrissac
classés en 2^{ème} catégorie
Rivière : *Vézère*

Limites : Ensemble des retenues.

Surfaces : 97 hectares et 33 hectares

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 4

Lacs de retenue de Biard, Pouch, Saillant
classés en 2^{ème} catégorie
Rivière : *Vézère*

Limites : Ensemble des retenues.

Surface : 17 hectares

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 5

Lac de retenue des Moulinars-Roche le Peyroux
classé en 2^{ème} catégorie
Rivière : *Diège*

Limites : Ensemble de la retenue (de l'usine de la Bessette au barrage des Chaumettes)

Surface : 71 hectares

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	---

Article 6

Lac de retenue des Plaines-Neuvic
classé en 2^{ème} catégorie
Rivière : *Triouzoune*

Limites : En aval d'une ligne reliant le sentier dit des Terres Noires à la D 171.

Surface : 294 hectares

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	--

Article 7

Lac de retenue de la Luzège-St Pantaleon de Lapleau
classé en 1^{ère} catégorie
Rivière : *Luzège*

Limites : Ensemble de la retenue.

Surface : 27 hectares

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******

Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	--

Article 8

Lac de retenue de Marcillac la Croisille- La Valette
classé en 2^{ème} catégorie
Rivière : *Doustre*

Limites : Ensemble de la retenue

Surface : 224 hectares

Pêche aux lignes:

Pêche aux filets interdite

Location amiable : **AAPPMA *******

Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	--

Article 9

Lac de retenue de la Glane de Servieres le Chateau
classé en 2^{ème} catégorie
Rivière : *Glane de Servières*

Limites : Ensemble de la retenue.
Surface : 57 hectares

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******
Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	--

Article 10

Lac de retenue d'Hautefage
classé en 2^{ème} catégorie
Rivière : *Maronne*

Limites : Ensemble de la retenue.
Surface : 98 hectares

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******
Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel du département de la Corrèze
--	--

Article 11

Lacs de retenue de Chammet et Servières
classés en 2^{ème} catégorie et 1^{ère} catégorie
Rivières : la *Chandouille* et la *Vienne* respectivement

Limites : Ensemble de la retenue comprenant à la fois la partie située en Corrèze et en Creuse,
ainsi que la retenue de Servières sur la *Vienne*, excepté le bief de communication.
Surface : 100 hectares environ

Pêche aux lignes

Pêche aux filets interdite

Location amiable: **AAPPMA *******
Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017

Réserves de pêche : Parcours de pêche de la carpe de nuit :	Se référer à l'arrêté réglementaire permanent annuel des départements de la Corrèze et de la Creuse
--	---

Article 12

Lac de retenue de l'Étang Ferrier
Pisciculture fondée en titre
Rivière : *ruisseau de Gane-Chapoup*

Limites : Ensemble de la retenue.

Surface : 34 hectares

Pêche aux lignes interdite

Pêche aux filets interdite

« Mise en réserve »

Location amiable :

Prix 1,22 € / ha /an au 1^{er} janvier 2017